

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 22 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13 novembre 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERREAL ST MARTIN LANDE

ROUTE DE SAINT PAPOUL
11400 Saint-Martin-Lalande

Références : UID11/66-C3-2025-494
Code AIOT : 0006600334

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 novembre 2025 dans l'établissement de la société TERREAL, implanté ROUTE DE SAINT PAPOUL à Saint-Martin-Lalande (11400). L'inspection a été annoncée le 02/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERREAL ST MARTIN LANDE
- ROUTE DE SAINT PAPOUL 11400 Saint-Martin-Lalande
- Code AIOT : 0006600334
- Régime : Autorisation

Cette usine de la société TERREAL fabrique des tuiles pour le bâtiment.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|--|-----------------------|
| 2 | Prévention de la pollution atmosphérique | Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 3.2.1 | Susceptible de suites | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 3 | Prévention de la pollution atmosphérique | Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 3.2.3 | Susceptible de suites | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 4 | Prévention de la pollution atmosphérique | Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 3.2.4 | Susceptible de suites | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 6 | Prélèvements et consommation d'eau | Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 4.1.1 | / | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 7 | Niveaux acoustiques | Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 6.2 | Susceptible de suites | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 10 | Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours | Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 7.7.2 | Susceptible de suites | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 1 | Situation administrative | Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 1.2.1 | / | Sans objet |
| 5 | Prévention de la pollution atmosphérique | Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 3.2.5 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 8 | Prévention des risques technologiques | Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 7.2.2 | Susceptible de suites | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 9 | Prevention des risques technologiques | Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 7.3.3.1 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 11 | Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours | Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 7.7.4 | / | Sans objet |
| 12 | Surveillance des émissions et de leurs effets | Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 9.2.1.1.1 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 13 | Surveillance des niveaux sonores | Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 9.2.7.1 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 14 | ESP | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 15 | ESP | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 10 | Susceptible de suites | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas certaines dispositions réglementaires, dont une partie de façon récurrente, en particulier concernant les rejets atmosphériques et les niveaux sonores, qui conduisent l'inspection à proposer de mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise en conformité de son installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 1.2.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Liste des rubriques de la nomenclature des ICPE |
| Prescription contrôlée : Voir AP |
| Constats : Les installations autorisées du site n'ont pas changé mais plusieurs rubriques de la nomenclature des installations classées ont été modifiées ou créées. Il est donc nécessaire de mettre à jour l'article 1.2.1 de l'arrêté de 2006. |

| |
|--|
| Type de suites proposées : Sans suite |
| N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique |
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 3.2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 03/05/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droit pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.</p> |
| Constats : <p>Suite à la visite de 2023, l'exploitant a réalisé des travaux de mise en conformité des points de prélèvement des conduits d'évacuation des rejets atmosphériques.</p> <p>Toutefois, le rapport de mesures des émissions atmosphériques, réalisé par Bureau Veritas en 2025, met en évidence des non-conformités, notamment à la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1), pour les conduits d'évacuation suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Dépoussiéreur de l'atelier de broyage, Four n° 1, Pré-four n° 1, Séchoir n° 1 à 6. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit mettre en conformité les points de prélèvement sur les conduits de rejets non-conformes.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |
| N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique |
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 3.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejet |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 03/05/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |

| |
|--|
| Prescription contrôlée : Voir AP |
| Constats : L'exploitant a fourni le rapport de contrôle réalisé par Bureau Veritas en 2025 et a indiqué que la ligne n° 2 était à l'arrêt pour raison économique. Ce rapport met en évidence le respect des valeurs minimales des vitesses d'éjection et des débits, excepté pour : <ul style="list-style-type: none"> le rejet de l'Engobe avec un débit de 2 080 m³/h pour une valeur minimale de 3 000, le rejet du four n° 1 avec un débit de 33 700 m³/h pour une valeur minimale de 61 500. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en conformité les rejets de l'Engobe et du four n° 1. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 3.2.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 03/05/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : Voir AP |
| Constats : L'exploitant a fourni le rapport de contrôle réalisé par Bureau Veritas en 2025 et a indiqué que la ligne n° 2 était à l'arrêt pour raison économique. Ce rapport met en évidence le respect des valeurs minimales des concentrations pour les différents paramètres excepté pour le pré-four n° 1 qui a les dépassements suivants : <ul style="list-style-type: none"> pour le paramètre HCl, concentration des rejets de 4,3 mg/m³ pour une valeur limite de 2, pour le paramètre HF, concentration des rejets de 5,52 mg/m³ pour une valeur limite de 1. Par ailleurs, les rapports de contrôle de 2023 et 2024 mettent aussi en évidence des dépassements des valeurs limites de concentration, pour plusieurs paramètres, notamment HF et HCl sur différents points de rejets. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |

| |
|--|
| L'exploitant doit mettre en conformité les rejets atmosphériques de ces installations, notamment pour le HCl et le HF. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 5 : Prevention de la pollution atmospherique

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 3.2.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Quantites maximales rejetees |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 03/05/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : Voir AP |
| Constats : L'exploitant a fourni le rapport de contrôle réalisé par Bureau Veritas en 2025 et a indiqué que la ligne n° 2 était à l'arrêt pour raison économique. Ce rapport met en évidence le respect des valeurs minimales des flux pour les différents paramètres. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Prelevements et consommations d'eau

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 4.1.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau |
| Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à 13 000 m3 sur l'année avec un débit maximal journalier de 36,5 m3. A l'exception de l'alimentation de l'ordre de 4 m3/j des équipements sanitaires de l'établissement par le réseau public, les approvisionnements doivent provenir, par ordre de priorité selon les disponibilités, des ressources suivantes : <ul style="list-style-type: none"> la nappe phréatique (débit maximal de 5 m3/h) le Lac de La Bretonne le réseau public Les installations de prélèvement d'eau dans la nappe phréatique et dans le lac de la Bretonne doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateur des quantités d'eau prélevées. Ces |

| |
|---|
| dispositifs doivent être relevés toutes les semaines. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. |
| Les prélèvements dans le Lac de la Bretonne doivent faire l'objet d'un accord établi avec la Mairie et l'association locale de pêche, notamment sur la hauteur prédéfinie d'arrêt des pompes dans cette ressource. Les modalités d'application de cet accord doivent être tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant ne prélève plus d'eau de la nappe phréatique (forage sur site) ni du lac de La Bretonne (tuyaux reliant le site au lac). Par contre, il prélève dans le réseau public et dans le Réseau Hydraulique Régional (géré par BRL). Le prélèvement dans le Réseau Hydraulique Régional n'est pas autorisé. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit procéder : <ul style="list-style-type: none"> à la fermeture du forage selon les règles de l'art, au retrait des tuyauterie entre l'usine et le lac de La Bretonne et de tout équipement connexe (pompe, massif béton...), et en transmettre les justificatifs au service de l'inspection. Par ailleurs, l'exploitant doit cesser de prélever dans le Réseau Hydraulique Régional (géré par BRL) ou procéder à sa régularisation en déposant un dossier de modification conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 7 : Niveaux acoustiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 6.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux sonores et émergence |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 03/05/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : Voir AP |
| Constats : Suite au constat de non-conformité du niveau sonore en limite de propriété du point LP3 de la visite de 2023, l'exploitant a fait réaliser, par l'APAVE, une nouvelle campagne de mesures sonores. Les rapports de contrôle de cette campagne font état des non-conformités suivantes : - dépassement du niveau sonore au point 1 de nuit (51 dB(a) pour une limite de 50), |

| |
|--|
| <p>- dépassement du niveau sonore au point 3 de jour (62 dB(a) pour une limite de 60) et de nuit (61 dB(a) pour une limite de 50).</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il avait missionné le bureau d'études Antea pour identifier les causes des dépassements et trouver des solutions afin de mettre ces niveaux sonores en conformité.</p> <p>Enfin, l'exploitant a programmé une nouvelle campagne de mesures sonores courant 2026.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les justificatifs de la mise en conformité des niveaux sonores.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 8 : Prevention des risques technologiques

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 7.2.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Zonage des dangers internes a l'établissement</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Suite au contrôle de 2023, l'exploitant avait matérialisé les zones ATEX identifiées suite à l'étude de 2018.</p> <p>Ces matérialisations ont été constatées lors de la visite.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 9 : Prevention des risques technologiques

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 7.3.3.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, ATEX</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les</p> |

| |
|---|
| installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. |
| Constats : L'exploitant a fourni le plan des zones ATEX et a matérialisé ces zones (voir point précédent). |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 7.7.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessible. [...] |
| Constats : L'exploitant a fourni : <ul style="list-style-type: none"> • le rapport de contrôle des 198 extincteurs réalisé le 29 avril 2025, • le rapport de contrôle des 4 RIA réalisé le 29 avril 2025, • le rapport Q4 mentionnant la conformité aux exigences de la règle ASPAD R4 du 6 juin 2024. L'exploitant n'a pas pu fournir la liste des extincteurs sur site, notamment afin de s'assurer que son bureau de contrôle les vérifie bien tous. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit établir la liste des extincteurs présents sur site et la transmettre au service de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 11 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 7.7.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse |

| |
|--|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une réserve d'eau aérienne constituée au minimum de 120 m³ ; - une aire d'aspiration au niveau du bassin de 2 000 m³ établie selon les préconisations des sapeurs-pompiers ; - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - des robinets d'incendie armés. |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de 2 bâches d'eau de 60 m³ chacune, • d'une aire d'aspiration au niveau du bassin de gestion des eaux pluviales, • d'extincteurs répartis au sein de l'usine (198 d'après l'exploitant), • de RIA répartis au sein de l'usine (4 d'après l'exploitant). |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection la liste des extincteurs et des RIA présents sur son site.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 12 : Surveillance des émissions et de leurs effets

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 9.2.1.1.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures portent sur les rejets aux cheminées des gaz de combustion (fours, pré-fours et séchoir).</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le rapport des rejets atmosphériques de 2025 concerne l'ensemble des points de rejets.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 13 : Surveillance des niveaux sonores

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 9.2.71 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Mesures sonores |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 03/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>Une mesure de la situation acoustique sera effectuée tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié.</p> |
| Constats : <p>La dernière campagne de mesures sonores date de 2023. L'exploitant a indiqué, lors de la visite, qu'il avait programmé une campagne en 2026.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 14 : ESP

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration de mise en service |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 03/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>La déclaration de mise en service est requise avant la première mise en service de l'équipement.</p> |
| Constats : <p>Suite à la visite de 2023, l'exploitant a fourni le justificatif de la déclaration de l'équipement sous pression (ESP) mis en service en octobre 2021.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 15 : ESP

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 10 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de mise en service |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 03/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |

| |
|---|
| |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le contrôle de mise en service est requis avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la première mise en service de l'équipement ou après une évaluation de conformité liée à une intervention importante définie à l'article 27 du présent arrêté ; - la remise en service en cas de nouvelle installation en dehors de l'établissement dans lequel l'équipement était précédemment utilisé. |
| <p>Constats :</p> <p>Suite à la visite de 2023, l'exploitant a fourni le justificatif du contrôle de la mise en service de l'équipement sous pression (ESP) en octobre 2021.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |